LE DEVOIR

Point de bascule planétaire



Aurélie Lanctôt

Publié le 27 oct. 2023 **Chronique**
Chroniques

La vie sur Terre est en état de siège. C'est l'expression choisie par les auteurs d'un article paru cette semaine dans la revue (https://academic.oup.com/bioscience/advance-article/doi/10.1093/biosci/biad080/7319571?searchresult=1)*BioScience (https://academic.oup.com/bioscience/advance-article/doi/10.1093/biosci/biad080/7319571?searchresult=1)*, dans lequel un collectif de chercheurs s'est penché sur l'état de 35 « signes vitaux » planétaires. On examine notamment l'accumulation de carbone dans l'atmosphère, la consommation d'énergie et de viande de la population mondiale, les chaleurs extrêmes et la santé des forêts.

Parmi les « signes vitaux » observés, 20 sur 35 indiquent, pour l'année 2023, une situation plus alarmante que jamais. Les prédictions les plus pessimistes se concrétisent, les records climatiques — et plus particulièrement les records de chaleur — sont successivement battus, les scènes de détresse et de dévastation se multiplient et s'intensifient. « Nous entrons en terrain inconnu relativement à la crise climatique, une situation à laquelle personne n'a assisté auparavant dans l'histoire de l'humanité », tranchent les auteurs.

De la vie « en état de siège » ici à la « fenêtre qui se referme sur l'avenir de l'humanité » du GIEC, ce nouvel appel désespéré s'ajoute à la liste des alertes lancées par des scientifiques alarmés. C'est un phénomène affolant en soi : les formules chocs, les appels à l'aide formels de scientifiques se multiplient, mais les coups d'éclat se noient systématiquement dans la cacophonie des événements planétaires.

On imagine pourtant mal comment l'actualité climatique des dernières années aurait pu être plus théâtrale et colorée ; les discours enflammés, les actions spectaculaires, les figures iconoclastes. On touche à la limite de la communication publique comme stratégie politique. Il faudra bien l'admettre : le problème, ici, n'en est pas un — ou n'en est plus un — de conscience des enjeux.

N'empêche, la semaine a été particulièrement chargée en constats alarmants, alors que l'Institut pour l'environnement et la sécurité humaine de l'Université des Nations unies publiait aussi son rapport Interconnected Disasters Risks 2023, annonçant que l'humanité est sur le point de franchir six « points de bascule » qui entraîneront des perturbations radicales et irréversibles.

Le concept du « point de bascule » désigne un seuil au-delà duquel les systèmes écologiques et sociaux sont trop perturbés pour continuer à absorber les risques et à fonctionner de manière stable, dans des conditions viables.

D'abord, des points de bascule liés à l'organisation des sociétés : l'expansion des collectivités jugées « inassurables » en raison de leur exposition aux catastrophes, ou encore — plus surprenant — l'accumulation de débris dans l'espace, susceptible de causer des collisions qui empêcheront,

notamment, le fonctionnement des outils de prévision météo cruciaux dans un contexte de perturbation climatique. Ensuite, on identifie bien sûr des points de bascule liés à l'environnement physique : les extinctions à la chaîne, l'épuisement des aquifères, l'intensification des chaleurs extrêmes, la fonte accélérée des glaciers.

À ce sujet, on apprend, dans une autre étude publiée cette semaine (https://www.nature.com/articles/s41558-023-01818-x), que la fonte des glaces de l'Antarctique occidental est appelée à s'accélérer dans les prochaines décennies, indépendamment des efforts de réduction de GES. Même si l'on arrivait à limiter le réchauffement à 1,5 degré, comme le prévoit l'Accord de Paris, il est trop tard (https://www.ledevoir.com/societe/800524/fonte-acceleree-calotte-glaciaire-antarctique-occidental-est-inevitable-selon-etude?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte), indiquent les modélisations, les océans se réchaufferont trop pour freiner la fonte entamée.

Ce serait bien beau si l'on respectait effectivement les engagements de l'Accord de Paris, mais nous sommes loin du compte. Encore ce mois-ci, l'Agence internationale de l'énergie avertissait (https://www.ledevoir.com/environnement/800562/gaz-a-effet-de-serre-pic-consommation-energies-fossiles-est-vue?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte) que les progrès dans la transition énergétique sont largement insuffisants. Si l'on prévoit bel et bien un « pic » dans la demande d'hydrocarbures au cours de la prochaine décennie, la consommation demeurera trop importante pour limiter le réchauffement à 1,5 degré Celsius. Les engagements actuels de réduction de l'utilisation des hydrocarbures nous acheminent plutôt vers une augmentation de 2,4 °C d'ici la fin du siècle.

Difficile de prévoir combien de points de bascule seraient dépassés dans un monde 2,4 degrés plus chaud, mais il est fort à parier que les humains ne seraient plus là pour en témoigner de toute façon.

À un mois du début de la COP28 (https://www.ledevoir.com/cop28?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte) aux Émirats arabes unis — dont le secteur des hydrocarbures est en pleine expansion (https://www.ledevoir.com/monde/moyen-orient/799419/emirats-arabes-unis-annoncent-important-projet-gazier-avant-cop28?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte) — rien n'indique que les États prendront des engagements plus sérieux, pour au moins se rapprocher de l'objectif fixé par l'Accord de Paris. Par ailleurs, alors qu'une proportion grandissante de la population mondiale risque de se retrouver coincée sur un territoire devenu inhabitable dans les années à venir, les parties semblent incapables de s'entendre sur la mise sur pied d'un fonds pour les pertes et dommages — qui fut pourtant présenté comme le grand gain de la COP27 (https://www.ledevoir.com/cop27?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte) en Égypte l'an dernier.

Ce sont 114 millions de personnes qui sont actuellement déplacées à travers le monde, disait le Haut-Commissariat pour les Nations unies mercredi (https://www.ledevoir.com/monde/800652/114-millions-personnes-actuellement-deplacees-force-monde-record?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte), en raison de conflits et de violations de droits de la personne. Il s'agit d'un record depuis que le HCR a commencé à compiler ces données, en 1975, et le calcul ne tient même pas compte du million et demi de Palestiniens déplacés ces jours-ci.

Ce n'est pas un hasard si les violences s'intensifient au moment même où le climat se dégrade. C'est le reflet d'un choix politique : tout indique que c'est par la violence, la spoliation et l'autoritarisme que nous avons choisi de gérer les tensions planétaires. Alors que se poursuit l'assaut porteur d'une potentielle intention génocidaire contre Gaza, sous l'oeil impuissant du droit international et sous les appels timorés à une trêve humanitaire, nous avons là une vision de l'avenir.

Chroniqueuse spécialisée dans les enjeux de justice environnementale, Aurélie Lanctôt *est doctorante en droit à l'Université McGill.*

Ce texte fait partie de notre section Opinion, qui favorise une pluralité des voix et des idées. Il s'agit d'une chronique et, à ce titre, elle reflète les valeurs et la position de son auteur et pas nécessairement celles du *Devoir*.